



Table des matières

Sommaire	7
Introduction	9
1. Définitions	12
1.1. De la RSE	12
1.1.1. De l'entreprise	12
1.1.1.1. La perception de l'entreprise par les juristes..	13
1.1.1.2. La perception de l'entreprise par les économistes.....	17
1.1.1.2.1. LE MODÈLE CONTRACTUALISTE	18
1.1.1.2.2. LE MODÈLE INSTITUTIONNALISTE	21
1.1.2. De la responsabilité	24
1.1.3. Appréciation critique de la RSE.....	29
1.1.3.1. La critique radicale : la RSE est une promesse d'ivrogne.....	29
1.1.3.2. La critique modérée : la RSE n'est pas assez ambitieuse.....	31
1.2. De la RSO.....	32
1.3. Du choix du sigle RSE-O	33
2. Actualité de la RSE-O	34
3. Intérêt de la RSE-O pour les praticiens du chiffre et du droit	35
3.1. Intérêt de la RSE-O pour les experts comptables.....	35

3.2. Intérêt de la RSE-O pour les avocats.....	36
4. Cadre méthodologique	38
4.1. Le droit n'est pas que dur.....	39
4.1.1. De la norme en général	39
4.1.2. Du droit souple	43
4.1.2.1. Les conditions de l'avènement du droit souple	43
4.1.2.2. De la texture de la norme sociale.....	47
4.1.2.3. Critique du droit souple	52
4.2. Le droit n'est pas qu'étatique	55
4.2.1. Énoncé théorique.....	55
4.2.2. Illustrations	57
4.2.3. Intérêt du pluralisme juridique pour l'étude de la RSE-O ..	58
4.3. Tableau synthétique.....	60

PARTIE 1

Quelques jalons conceptuels 61

CHAPITRE 1

Du développement durable **63**

1. Du développement.....	65
2. De la soutenabilité	69
2.1. Des origines de la préoccupation de soutenabilité.....	70
2.1.1. Du respect de la <i>nature</i>	71
2.1.2. De la responsabilité morale envers l'humanité.....	74
2.1.3. Des moyens scientifiques et techniques requis par la notion de soutenabilité : l'exemple climatique	76
2.1.3.1. L'Organisation météorologique mondiale	76
2.1.3.2. Le GIEC et l'ONERC	77
2.1.3.2.1. LE GIEC	78
2.1.3.2.2. L'ONERC	79

2.2.	De l'approche politique de la soutenabilité	81
2.3.	Du pilier économique de la soutenabilité.....	87
2.4.	Du pilier social de la soutenabilité.....	89
2.5.	De la rencontre des trois piliers.....	90
2.5.1.	La présence des trois piliers	91
2.5.2.	La hiérarchie entre les trois piliers	93
2.6.	Le développement durable, le droit et les juristes.....	100
2.6.1.	La présence du développement durable dans les textes normatifs	100
2.6.2.	La thèse de l'insolubilité du développement durable dans le droit.....	104
2.6.3.	La thèse de la solubilité du développement durable dans le droit : cadre général ...	106
2.6.4.	La solubilité dans le droit par les principes d'intégration et de conciliation.....	108
2.6.4.1.	Le principe d'intégration	108
2.6.4.2.	Le principe de conciliation.....	115
2.6.4.3.	Le principe de solidarité	117
2.6.4.4.	Les principes de justice et d'équité.....	121
3.	Des générations futures.....	127
3.1.	Penser les générations futures	127
3.2.	Protéger les générations futures	130
3.2.1.	L'idéologie sous-tendant le principe de non-régression.....	130
3.2.1.1.	Contexte historique	130
3.2.1.2.	L'avertissement optimiste du principe	133
3.2.1.3.	L'avertissement pessimiste du principe.....	134
3.2.2.	Le principe de non-régression, instrument juridique à intensité variable	138
3.2.2.1.	Le principe de non-régression, cadenas imposé au constituant	138
3.2.2.2.	Le principe de non-régression, cadenas imposé au législateur.....	140

3.2.2.3.	Le principe de non-régression, cadenas imposé aux employeurs.....	143
3.2.2.4.	Le lobbying en faveur de l'extension du principe de non-régression.....	144
3.3.	Appréciation critique du principe de non-régression.....	147
3.3.1.	Le gouvernement d'outre-tombe ?	147
3.3.1.1.	Oui, s'il s'agit d'une clause « d'éternité »	147
3.3.1.2.	Non, s'il s'agit d'une clause de sagesse	148
3.3.2.	Les incertitudes de mise en œuvre.....	149
3.3.2.1.	L'incertitude tenant à la gravité de la régression	149
3.3.2.2.	L'incertitude tenant à la contradiction des intérêts en présence	150
3.3.2.3.	L'incertitude tenant à la neutralisation de la régression	150
3.3.2.4.	L'incertitude tenant à l'aléa comparatif.....	150

CHAPITRE 2

De la RSE..... 155

1.	L'influence de la morale et de l'éthique sur la RSE.....	158
1.1.	L'influence sur la théorie de la RSE.....	159
1.1.1.	L'influence protestante sur la théorie de la RSE	159
1.1.2.	L'influence catholique sur la théorie de la RSE.....	161
1.2.	L'influence sur la pratique de la RSE	164
1.2.1.	La présence de l'éthique des affaires dans la mise en œuvre de la RSE	164
1.2.2.	La quasi-absence de l'éthique religieuse dans la mise en œuvre de la RSE	166
1.3.	L'influence de l'utilitarisme sur la RSE.....	171
1.4.	L'influence du développement durable sur la RSE.....	172
1.4.1.	Histoire d'une rencontre.....	172

1.4.2.	L'influence du développement durable sur le fonctionnement de l'entreprise	173
1.4.3.	L'influence du développement durable sur la conception de l'entreprise	176
1.4.3.1.	Entreprises de l'ESS et développement durable	177
1.4.3.2.	Développement durable et entreprises du <i>Social Business</i>	180
1.4.4.	Conséquences juridiques de la rencontre de la RSE et du développement durable.....	183
2.	De la conformité.....	184
2.1.	De la conformité normative en général.....	185
2.1.1.	Les composantes de la conformité normative	186
2.1.2.	Les outils de la conformité normative	189
2.2.	De la conformité normative pour et par les salariés.....	190
2.2.1.	De la conformité pour les salariés.....	190
2.2.2.	De la conformité par les salariés.....	192

PARTIE 2

La fabrication des normes RSE-O 195

CHAPITRE 1

Les fabriques publiques de normes RSE-O ... 197

1.	Les normes RSE-O issues des organisations internationales	198
1.1.	Les normes RSE-O issues de l'Organisation des Nations Unies.....	199
1.1.1.	Les normes RSE-O de l'ONU principalement pour les États.....	199
1.1.1.1.	La Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone (1985) et le Protocole de Montréal (1987).....	199

1.1.1.2.	La Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Espoo, 1991).....	200
1.1.1.3.	La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Helsinki, 18 mars 1992).....	201
1.1.1.4.	Le Sommet « Planète Terre » (Rio, 1992).....	202
1.1.1.4.1.	LA DÉCLARATION DE RIO SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT	203
1.1.1.4.2.	LA DÉCLARATION SUR LES FORÊTS	204
1.1.1.4.3.	LE PROGRAMME ACTION 21	205
1.1.1.4.4.	LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)...	208
1.1.1.4.5.	LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB).....	211
1.1.1.5.	Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993).....	213
1.1.1.6.	Le Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 1995).....	213
1.1.1.7.	La Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (New York, 1997).....	214
1.1.1.8.	Le Sommet « Planète Terre +5 » (New York, 1997).....	215
1.1.1.9.	Le Protocole de Kyoto (1997)	217
1.1.1.10.	La Convention d'Aarhus (1998).....	219
1.1.1.11.	Le Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Londres, 1999)	219
1.1.1.12.	La Déclaration du millénaire pour le développement (New York, 2000).....	220
1.1.1.13.	La Déclaration de Doha (2001).....	221
1.1.1.14.	Le Sommet mondial pour le développement durable « Rio +10 » (Johannesburg, 2002).....	221

1.1.1.15. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20, 2012).....	225
1.1.2. Les normes RSE-O de l'ONU pour les autres organisations.....	233
1.1.2.1. Le Pacte mondial des Nations Unies.....	234
1.1.2.1.1. INTRODUCTION AU PACTE MONDIAL.....	234
1.1.2.1.2. LE PACTE MONDIAL PAR LUI-MÊME.....	238
1.1.2.1.3. ANALYSE JURIDIQUE DU PACTE MONDIAL.....	240
1.1.2.1.4. LES SUITES DU PACTE MONDIAL : LES PRINCIPES DE L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE (PRI)	242
1.1.2.2. Les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger et réparer » des Nations Unies (PDNU).....	243
1.1.2.2.1. CONTEXTE PRÉPARANT LA VENUE DES PDNU.....	243
1.1.2.2.2. CONTENU DES PDNU.....	247
1.1.2.2.3. ANALYSE DES PDNU.....	252
1.1.2.2.4. MISE EN ŒUVRE DES PDNU PAR LA FRANCE.....	256
1.2. Les normes RSE-O issues de l'Organisation internationale du travail	258
1.2.1. Les dispositifs classiques assurant la mise en œuvre et le contrôle de l'application des conventions de l'OIT....	260
1.2.2. La Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale (1977).....	263
1.2.2.1. La généalogie de la Déclaration sur les ST.....	263
1.2.2.2. La nature juridique et le contenu de la Déclaration sur les ST	264
1.2.3. La Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail (normes fondamentales du travail – NFT).....	269
1.2.3.1. Généalogie de la Déclaration sur les NFT.....	269
1.2.3.2. Nature juridique de la Déclaration sur les NFT	270
1.2.3.3. Contenu de la Déclaration sur les NFT.....	270

1.2.3.4.	Suivi de la Déclaration sur les NFT.....	276
1.2.4.	La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.....	278
1.2.4.1.	Contexte de la Déclaration de 2008.....	278
1.2.4.2.	Contenu de la Déclaration de 2008.....	280
1.2.5.	Les programmes de l'OIT.....	284
1.2.5.1.	Better Work.....	284
1.2.5.2.	SCORE.....	285
1.2.6.	Les interventions de l'OIT sur les rapports <i>Doing Business</i>	286
1.3.	Les normes RSE-O issues de l'Organisation mondiale du commerce.....	287
1.3.1.	L'OMC et la problématique générale du développement durable.....	287
1.3.2.	L'OMC et la question environnementale.....	290
1.3.3.	L'OMC et la question sociale.....	291
1.4.	Les normes RSE-O issues de l'OCDE.....	296
1.4.1.	<i>Le cadre général de la production normative de l'OCDE</i>	296
1.4.2.	<i>Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (PDOCDE)</i>	299
1.4.2.1.	Historique des PDOCDE.....	299
1.4.2.2.	Nature des PDOCDE.....	301
1.4.2.3.	Champ d'application des PDOCDE.....	302
1.4.2.4.	Contenu des PDOCDE.....	303
1.4.2.5.	Mise en œuvre des PDOCDE.....	305
1.4.2.5.1.	LE COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT.....	305
1.4.2.5.2.	APERÇU GÉNÉRAL SUR LES POINTS DE CONTACT NATIONAUX.....	306
1.4.2.5.3.	ACTIVITÉS DU PCN FRANÇAIS.....	311
1.5.	Les normes RSE-O issues de la SFI.....	312

2. Les normes RSE-O européennes	316
2.1. Affirmation de la place du développement durable dans les traités européens	318
2.2. Mise en œuvre du développement durable et de la RSE-O au moyen des outils européens.....	321
2.2.1. Porte d'entrée économique	322
2.2.2. Porte d'entrée sociale	327
2.2.3. Porte d'entrée environnementale	331
2.2.4. Entrée transversale : prise en compte des droits humains.	340
2.2.5. Approche globale par l'Union européenne.....	341
2.2.5.1. Généalogie	341
2.2.5.2. Communication du 25 octobre 2011 : paquet « Entreprises responsables ».....	353
2.2.5.2.1. QUELQUES REMARQUES SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNICATION DU 25 OCTOBRE 2011	354
2.2.5.2.2. CONTENU DE LA COMMUNICATION DU 25 OCTOBRE 2011 SUR LA RSE	355
2.2.5.2.3. RÉACTIONS SUITE À LA COMMUNICATION DU 25 OCTOBRE 2011 SUR LA RSE	360
2.2.5.2.4. RÉPONSE DE LA FRANCE À LA COMMUNICATION DU 25 OCTOBRE 2011 SUR LA RSE	362
3. Les normes RSE-O françaises	364
3.1. La Charte de l'environnement.....	364
3.1.1. Le contenu de la Charte.....	365
3.1.2. La nature et la portée de la Charte.....	366
3.1.2.1. Éléments de controverse sur la portée de la Charte.....	366
3.1.2.2. Décisions sur la portée de la Charte	368
3.1.2.2.1. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	368
3.1.2.2.2. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ÉTAT	370
3.2. Le Grenelle de l'environnement.....	371
3.3. La stratégie française en matière de développement durable	374

CHAPITRE 2

Les fabriques privées de normes RSE-O 379

1. Les normes RSE-O proposées à l'organisation.....	380
1.1. Quelques illustrations.....	381
1.1.1. Les normes RSE-O fabriquées par l'ISO.....	381
1.1.1.1. Généralités	381
1.1.1.2. L'ISO 26000	384
1.1.2. La norme RSE-O fabriquée par le SAI.....	388
1.1.3. Les normes RSE-O fabriquées par le BSI.....	388
1.1.4. Les normes RSE-O fabriquées par la <i>Global Reporting Initiative (GRI)</i>	390
1.1.5. Les normes RSE-O fabriquées par l'Association française de normalisation (AFNOR).....	392
1.2. Analyse juridique	393
1.2.1. Trois études	394
1.2.1.1. Analyse d'Isabelle Daugareilh.....	394
1.2.1.2. Analyse de Fleur Laronze	397
1.2.1.3. Analyse d'Isabelle Cadet.....	398
1.2.2. Discussion.....	402
1.2.2.1. Appréciation critique de chaque thèse.....	402
1.2.2.2. Autre appréciation critique.....	404
2. Les normes RSE-O élaborées par l'organisation.	405
2.1. L'autorégulation RSE-O exclusive.....	405
2.1.1. Pourquoi un code de conduite pour la ST ?	407
2.1.2. Contenu du code de conduite.....	407
2.1.3. Portée du code de conduite envers les tiers.....	408
2.1.4. Code de conduite et obligations pour son auteur.....	411
2.2. L'autorégulation RSE-O partagée	415
2.2.1. Parties à l'ACI	416
2.2.1.1. Acteurs employeurs	416
2.2.1.2. Acteurs salariés	417

2.2.2. Contenu de l'ACI.....	421
2.2.3. Portée de l'ACI.....	424
2.2.3.1. Portée internationale de l'ACI.....	424
2.2.3.2. Portée de l'ACI à l'égard des tiers.....	425
Index.....	433
Corrigé des exercices.....	445